

Communiqué de Presse

Division de la Presse du Conseil de l'Europe



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Réf: 810f08

Tel: +33 (0)3 88 41 25 60

Fax: +33 (0)3 88 41 39 11

pressunit@coe.int

internet: www.coe.int/press

47 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"l'ex-République
yougoslave de
Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Favoriser le bon usage de l'Internet et en combattre le mésusage

Strasbourg, 17.11.2008 – Le message du Conseil de l'Europe à l'adresse du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) qui se tiendra le mois prochain à Hyderabad (en Inde) tient en une simple formule : « Il faut construire un Internet sûr et ouvert, géré dans le respect des droits de l'homme ».

Il est cependant plus compliqué de mettre cette formule en œuvre : assurer à tous les utilisateurs de l'Internet – en particulier les enfants et les personnes handicapées – la sécurité, le respect de la vie privée et l'accessibilité est aujourd'hui un défi considérable. Il n'en est pas moins globalement prioritaire d'adopter une approche de l'Internet et de sa gouvernance axée sur les gens, selon le Conseil de l'Europe, qui se prépare à proposer des solutions fondées sur les droits de l'homme lors de la conférence que les Nations Unies organisent du 3 au 6 décembre prochains.

L'action du Conseil de l'Europe repose sur des conventions qui ont fait date et sur des outils novateurs visant à lutter contre la cybercriminalité, à préserver les enfants des contenus nocifs de l'Internet, à prévenir le cyberterrorisme, à protéger les consommateurs contre les médicaments et produits médicaux contrefaits, ainsi qu'à promouvoir la démocratie électronique et la participation pleine et entière des personnes handicapées à la vie sociale, aussi bien en ligne que hors ligne.

Sa contribution au FGI 2008 sera inspirée aussi par les résultats du *Dialogue européen sur la gouvernance de l'Internet* qu'il a co-organisé les 20 et 21 octobre à Strasbourg (France) et qui a mis en lumière la nécessité d'une approche de la gouvernance de l'Internet allant du bas vers le haut.

Le Conseil de l'Europe organisera dix ateliers ou forums sur les thèmes suivants :

- Conseil de l'Europe : la dimension « droits de l'homme » de la gouvernance de l'Internet
- Accessibilité de l'Internet aux personnes handicapées
- Conférer un accès universel à l'Internet et une valeur publique à ce dernier : un objectif de la politique nationale d'information
- Des médicaments sur la Toile – Risques et avantages
- Une gouvernance pour les « gatekeepers » (filtreurs de contenu) – Façonner l'accès à l'Internet (avec l'Union Internationale des Télécommunications)
- Vers un code de bonnes pratiques concernant la participation du public à la gouvernance de l'Internet – S'inspirer des principes du Sommet mondial sur la société de l'information et de ceux de la Convention d'Aarhus
- Protection des données à caractère personnel et de la vie privée dans la société de l'information : vers un instrument international de portée mondiale ? (avec l'UNESCO)
- Forum sur les bonnes pratiques : coopération, en matière de cybercriminalité entre les organes chargés de l'application de la loi et les fournisseurs de services Internet
- Expression et image en ligne – Élaborer une identité personnelle évolutive
- Dignité, sécurité et vie privée des enfants sur l'Internet – Application du droit international à la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant

./..

Pour recevoir nos communiqués par e-mail, contactez : Council.of.Europe.Press@coe.int

Organisation politique fondée en 1949, le Conseil de l'Europe veille au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent. Il élabore des réponses communes aux défis sociaux, culturels ou juridiques posés à ses 47 Etats membres.

Lors de la séance d'ouverture du mercredi 3 décembre, Maud de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, prendra la parole devant quelque 2 000 participants représentant les gouvernements, les milieux professionnels concernés et la société civile.

Notes :

- La contribution du Conseil de l'Europe au FGI, qui a pour slogan « L'Internet, une ressource critique pour tous », peut être consultée sur le site www.coe.int/internetgovernance
- Pour plus d'informations sur le forum, voir www.infgovforum.org et www.igf2008.in

Contact presse : Estelle Steiner

Tél. +33 (0)3 88 41 33 35 ; Portable +33 (0)6 08 46 01 57 ; estelle.steiner@coe.int